



Laboratoire d'Économie d'Orléans

# LA RÉPUBLIQUE

DU CENTRE

Lundi 13 mai 2013

Colloque Association Française de Science Économique (AFSE)

16 et 17 mai 2013 *et 18*

*date journal*

TEMPS FORT ■ L'Association française de science économique en colloque à Orléans

## Comprendre les rouages de l'euro

Judi et vendredi, des économistes se réunissent à Orléans pour plancher sur la crise de l'euro. Certains des rendez-vous sont ouverts au public.

Bathélie Wilroy

bathelie.wilroy@univ-orleans.fr

L'économie est sans doute la seule discipline jugée encore crédible pour gouverner les pays développés. C'était, pourtant, hier, le rôle du politique. Mais un quart de siècle de chômage élevé et le carcan du réalisme budgétaire sont venus broyer l'espérance qu'un autre modèle de société était possible.

Une discipline jugée d'autant plus majeure que l'économie est désormais mondiale, avec les impératifs des flux financiers qui ont pris la main sur ceux liés à la production manufacturière.

Comprendre les mécanismes de ces différents rouages, en percevoir les enjeux, esquisser plusieurs scénarios... Le grand public pourra certainement le faire, à l'occasion des trois temps forts ponctuant les journées de l'Association française de science économique, qui se déroulent jeudi et vendredi pro-



QUESTION. L'euro, une monnaie présentée ou un statut pour le moins... aux 16 pays membres ?

chains, à l'université d'Orléans.

Le thème retenu pour cette année : la crise de l'Union économique et monétaire européenne. Un système complexe qui doit composer avec les convictions respectives des diffé-

rents pays membres, les réformes plus ou moins abouties pour réduire les dettes souveraines ou encore le poids des prestations sociales...

### Trois temps forts

En complément de rencontres dédiées aux universitaires, une table ronde et deux interventions sont ouvertes au public.

Comprendre la vision de l'Allemagne. Jeudi, dans l'amphithéâtre Cantillon de la faculté d'économie, de 11 h 15 à 12 h 15, l'éco-

nomiste allemand Hans-Helmut Kotz interviendra en anglais sur « l'union bancaire : une autre trilemme ». Ce néologisme fait référence à la théorie de l'économiste américain, Dani Rodrik. Ce dernier explique qu'il est impossible d'avoir simultanément une intégration économique poussée, des États souverains et la démocratie.

L'union est-elle une fusion ? Toujours jeudi, et toujours dans l'amphithéâtre Cantillon, une table ronde se déroulera de 16 h 45 à 18 h 15. Elle aura pour thème « union économique et monétaire : intégration ou désintégration ? ».

Autour de la table pour tenter de répondre à cette question, quelques-uns des plus grands économistes français actuels : Michel Aglietta, Patrick Artus, François Bourguignon et Thomas Philippon. Le débat sera coordonné par Pierre Jaillet, directeur général de la Banque de France.

La stratégie de la Banque centrale européenne. Vendredi, de 11 h 15 à 12 h 30, dans l'amphithéâtre Cantillon, Benoît Cœuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne parlera, enfin, de la stratégie monétaire de cette banque centrale, en présentant les défis à court terme mais aussi les politiques déployées à plus longue échéance. ■

► Rendez-vous. Ces deux journées organisées par l'Association française de science économique sont également à retrouver dans les pages Vie d'entreprise de jeudi, vendredi et samedi prochains.



« Je ne crois pas que les marchés financiers s'autorégulent. »

JEAN-PAUL POLLIN, Économiste, professeur à l'université d'Orléans et organisateur de ces rencontres.



Laboratoire d'Économie d'Orléans

Jeudi 16 mai 2013

## Vie d'entreprise → Loiret

COLLOQUE ■ L'Association française de science économique se réunit aujourd'hui et demain à Orléans

# Comment peut-on sauver le soldat euro?

Pourquoi l'euro n'en fait-il pas d'être menacé ? Cette question sera au cœur des rencontres organisées à Orléans. Début de réponse avec un enseignement de l'université d'Orléans.

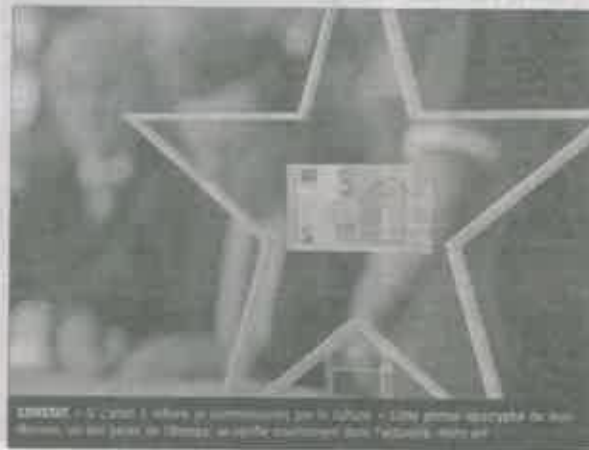
Andréas Wörny  
Université d'Orléans

Présente-t-on encore Jean-Paul Pollin ? Le professeur de sciences économiques à l'université d'Orléans est un des spécialistes français des rouages qui régissent les politiques financières.

Ne pensant pas que les marchés puissent s'auto-réguler, Jean-Paul Pollin figure actuellement parmi ceux dont la voix porte dans le débat public.

### Fondations fragiles

Il se fera certainement entendre, aujourd'hui et demain, lors des deux journées organisées à l'université d'Orléans par l'Association française de science économique. Leur thème, la crise du système monétaire européen. En complément des rencontres dédiées aux spécialistes, trois temps forts sont également ouverts au public (voir ci-contre).



L'analyse de Jean-Paul Pollin est sans concession. L'Europe souffre aujourd'hui de fragilités liées à ses fondations. Selon ce spécialiste, on ne peut pas faire reposer un système que sur une convergence économique, elle doit s'ajouter à une convergence politique. « La crise démontre bien qu'il fallait une coordination

politique beaucoup plus large. Il aurait fallu pouvoir moduler la politique monétaire. Nous avons actuellement une monnaie

commune qui ne s'appuie sur aucune souveraineté politique. »

« Pour faire l'euro, on a finalement réuni des pays



« Nous avons une monnaie qui ne s'appuie sur aucune souveraineté politique. »

qui avaient très peu de points de vue communs. » Et il a suffi, en 2008, de la crise américaine des subprimes additionnée à une surchauffe du marché de l'immobilier en Espagne pour que l'euro n'en finisse plus de connaître des quotidiens agités.

### Pas assez de pouvoir

La solution pour sortir de ces vents contraires ? Très certainement donner plus de pouvoirs à la Banque centrale européenne (BCE), à l'image de ceux de son homologue américain.

La BCE pourrait notamment faire jouer des mécanismes correcteurs si un des pays membres était touché par une difficulté. Problème, « les Allemands ont refusé, à sa fondation, que la BCE se comporte comme les autres banques centrales car ils ne souhaitent pas payer pour les autres. »

Aujourd'hui, « il faudra pouvoir casser un cercle vicieux qui génère une dégradation des finances publiques et une fragilisation du système bancaire ». Le remède n'est visiblement pas encore trouvé... ■

### RENDEZ-VOUS

Allemagne. Ce matin, Jeudi, dans l'amphithéâtre Castillon de la faculté d'économie, de 11 h 15 à 12 h 15, l'économiste allemand Hans-Wolfgang Klotz interviendra en anglais sur « l'union bancaire : une autre trilogie ».

Toujours aujourd'hui, dans l'amphithéâtre Castillon, une table ronde se déroulera de 16 h 45 à 18 h 15. Elle a pour thème « union économique et monétaire : intégration ou désintégration ? ».

Autour de la table, quelques-uns des plus grands économistes français : Michel Aglietta, Patrick Artus, François Bourgoignon et Thomas Philippon. Le débat sera coordonné par Pierre Juillet, directeur général de la Banque de France.

Banque centrale européenne. Demain, de 11 h 15 à 12 h 30, dans l'amphithéâtre Castillon, Benoît Cœuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne parlera de la stratégie monétaire de cette banque centrale.



Laboratoire d'Economie d'Orléans

COLLOQUE ■ Quatre économistes français de renom ont donné leur point de vue sur la crise de l'euro

## Un dysfonctionnement politique...

L'Association française de sciences économiques s'est réunie hier à l'université d'Orléans. Les débats et colloques se poursuivront mercredi lui.

Carole Billout

carole.billout@univ-orleans.fr

« L'euro a 13 ans. Cette crise extrêmement grave est-elle une crise d'adolescence ou est-elle due à un défaut congénital ? » a demandé Pierre Juillet, directeur général de la Banque de France. Quatre économistes de renom lui ont répondu, hier, à l'université d'Orléans. De façon engagée et salomonique.

Pour Michel Aglietta, professeur à Nanterre et consultant au Cepii, le fondement de la crise est dû au fait que « la démocratie n'est pas présente au niveau européen ». D'où une menace de stagnation et de désespoir.

Il souhaite que voie le jour, d'ici dix ans, une constitution des États-Unis d'Europe. Avec des pouvoirs exécutifs, une union bancaire, un Trésor, la possibilité de lever l'im-



pôt et de lancer des investissements, en faveur des énergies renouvelables, de réseaux électriques intelligents...

### Une politique redistributive

Patrick Artus, directeur chez Natixis, a souligné la grande hétérogénéité de la zone euro, qui s'est accélérée avec la crise, les déséquilibres extérieurs, la

désindustrialisation, le déplacement du capital vers le centre et le nord, la mobilité du travail, notamment vers l'Allemagne.

L'économiste a identifié trois stratégies : celle du laisser-faire, actuellement appliquée, mais inacceptable par les pays qui se désindustrialisent. Celle qui, au contraire, consiste à investir dans ces pays, « mais c'est trop contraire

aux choix normaux ». Et celle qu'il préconise : « compenser la désindustrialisation par une politique redistributive, une sécurité sociale fédérale... »

Pour Thomas Philippon, professeur à l'université de New-York, membre du cabinet du ministre de l'Économie, l'hétérogénéité n'est pas le problème, car elle touche aussi les États américains.

Il estime que « l'union bancaire est nécessaire ». La zone euro doit se doter d'un budget propre, avec un ministre des Finances.

François Bourguignon, directeur de l'école d'économie de Paris, ancien vice-président de la Banque mondiale, a expliqué qu'à l'étranger, on « ne voit pas que le problème est de nature politique, qu'il est difficile de passer au-dessus

des tensions à elles seules plus de fédéralisme ». Pour lui, il est faux de dire que la crise européenne impacte l'économie mondiale, même si les deux sont parallèles. Il voit les USA rebondir, « facteur positif pour l'Europe », l'Amérique latine, hors Brésil, se développer. Et l'Asie pâtir de la baisse de la demande européenne, mais la Chine se tourner vers sa demande intérieure. Bref, « il faut trouver la solution à l'intérieur de nos frontières ». ■



« Environnement, pas une contrainte, mais une chance »

M. AGLIETTA



Laboratoire d'Economie d'Orléans

COLLOQUE ■ La monnaie unique a été au centre des rencontres organisées jeudi et vendredi à Orléans

## « L'euro a protégé le pouvoir d'achat »

Dernier intervenant invité par l'Association française de science économique, David Couré, membre du directeur de la Banque centrale européenne, a réaffirmé les priorités de cette banque centrale.

David Couré  
membre du directeur de la Banque centrale européenne

■ **Sur quoi se focalise le débat sur ce qu'il faut améliorer dans la zone euro et c'est bien, car il y a matière à amélioration. Mais, au passage, on tient pour acquis tous les effets positifs de l'euro et de l'intégration européenne. Par exemple, la capacité pour les entreprises de vendre leurs produits dans toute**

la zone euro, sans se préoccuper des taux de change. C'est d'autant plus important aujourd'hui que la mondialisation a progressé par rapport aux années 90. Les entreprises françaises sont en concurrence avec des entreprises chinoises, indiennes, brésiliennes. Elles ont besoin de cette base arrière européenne pour pouvoir se développer. Et l'euro, c'est ce qui assure la stabilité monétaire à l'intérieur du marché unique.

■ **Et les bénéfices pour les citoyens ? La monnaie unique a apporté la stabilité des prix et donc a protégé le pouvoir d'achat des citoyens de la zone euro.**

■ **Quelles sont aujourd'hui les difficultés du système**

européen ? La crise a montré que ce projet était difficile à certains égards. Il n'y a pas eu assez de coordination des politiques économiques et aussi pas eu assez d'effort des pays participants à l'euro pour faire en sorte que la zone euro continue à bien fonctionner, notamment en matière de finances publiques.

■ **Ne doit-on pas aller vers plus de convergence politique ? La convergence politique aura lieu dans la mesure où les citoyens européens la souhaitent. Ce n'est pas quelque chose qu'on peut imposer. Dans l'état actuel de l'organisation de l'Europe, ce que les gouvernements peuvent faire, c'est rendre les économies plus compétitives et, collectivement, renforcer la coordination de leurs politiques, mieux utiliser les instruments européens communs, en particulier pour créer de la croissance, puisque c'est le problème actuel.**

■ **En travail progressif... On ajoute progressive-**



ment les outils qui manquaient et on n'est pas en train de ce processus.

■ **Quelle est la prochaine étape ? Le rôle de la Banque centrale européenne est d'assurer la stabilité des prix et de veiller au bon fonctionnement du système financier. De notre point de vue, la prochaine étape porte sur le**

contrôle européen des banques, qui devrait être en place à la mi-2014, et sur la résolution bancaire, c'est-à-dire un mécanisme unique qui permet de traiter les faillites bancaires en ne faisant appel qu'en dernier ressort aux contribuables.

■ **La question de sortir de la zone euro est posée par cer-**

taines politiques françaises. Est-ce possible ? Je crois que ce n'est pas du tout une question qui se pose et qui est posée. Même aux moments les plus difficiles de la crise, l'an dernier par exemple, où la monnaie unique était attaquée, on a toujours vu, en Europe, une volonté collective de la protéger. Je ne vois pas aujourd'hui d'hésitation politique concernant la zone euro. La question est comment faire pour que cette zone soit plus robuste. ■

**REPERE**  
Cela s'appelle « À l'échelle de la zone euro. Ce qu'on prévoit, c'est une reprise dans le courant de la deuxième moitié 2013, lente et qui permettra de revenir à une croissance positive sur la fin 2013 et en 2014. Mais, on ne s'attend pas à ce que cette reprise soit très dynamique, du fait du contexte international et du désendettement en cours dans tous les pays, qui est inévitable. »

### ■ Grandes orientations

La Banque centrale européenne (BCE) est la banque centrale de l'Union européenne. Elle a été établie le 1<sup>er</sup> janvier 1998 et son siège est à Francfort. Elle est chargée d'émettre l'euro comme monnaie commune et unique, de définir les grandes orientations de politique monétaire et de prendre les décisions nécessaires à sa mise en œuvre. La zone euro comprend actuellement les 17 pays de l'Union européenne qui ont introduit cette monnaie, depuis 1999.